



Communiqué de presse

38/2023

Montreuil, le 14 avril 2023

Réforme des retraites : nous n'en voulons toujours pas ! La seule solution : le retrait !

Depuis des semaines, les manifestations, les blocages et les grèves contre le projet Macron-Borne de réforme des retraites continuent. En cette 12^e journée de mobilisation, la détermination des salarié-e-s reste entière pour gagner le retrait ! La jeunesse, massivement mobilisée devant les lycées, les écoles professionnelles et les universités, a encore montré sa volonté farouche à ne pas se laisser confisquer ses droits et son avenir.

Stagnations des salaires, sous effectifs, dégradation sans fin des conditions de travail, accélération des fermetures de services... Les salarié-e-s de la Santé et de l'Action sociale vivent tous les jours la brutalité et le mépris insupportable du gouvernement qui voudrait tourner la page des retraites pour continuer la casse du système de santé basé sur la sécurité sociale et les services publics.

Aucun-e de nous n'a oublié les promesses faites pendant la période Covid qui n'ont jamais été tenues. L'action de ce même gouvernement nous conduit aujourd'hui à une situation jamais vue et intenable, avec des centaines d'hôpitaux, de maternités ou de structures de l'action sociale et médico-sociale directement menacés dans leurs fonctionnements !

Nos métiers pénibles et exigeants sont de plus en plus durs et de plus en plus précaires. Près de 40% des aides-soignant-e-s ne vont déjà pas au bout de leur carrière en raison de problèmes de santé. Qu'en sera-t-il demain avec ces réformes ? Depuis 2010, les infirmières hospitalières (la majorité de la profession aujourd'hui) ont eu à subir un allongement de 7 ans de l'âge légal de départ à la retraite. Cela passera à 9 ans si la réforme s'applique ! Ce n'est pas envisageable !

Le contexte est inédit et la défiance vis-à-vis du gouvernement grandit encore un peu plus à chaque tentative de passage en force. Dans ce climat de fortes tensions, l'attitude jusqu'au-boutiste du président de la République ne peut pas aboutir à une solution. Il porte l'entière responsabilité de tendre encore plus la situation.

Cette réforme est perçue comme injuste et brutale, elle l'est, et la répression ahurissante qui s'abat sur la population dans les manifestations, dans les entreprises et dans les universités depuis quelques semaines fait la démonstration d'un gouvernement affaibli. Cela nous conforte à continuer, amplifier encore la mobilisation... jusqu'au retrait !

Quelle que soit la décision du conseil constitutionnel le 14 avril, la Fédération Santé Action Sociale CGT réaffirme sa position de retrait de la réforme, de maintien de tous les régimes, et de refus de l'allongement de la durée de cotisation. A l'inverse, nous réclamons l'ouverture de négociations pour des mesures à court, moyen et long terme pour augmenter les salaires et pensions, lancer un grand plan d'embauches et de formations à tous les métiers de notre champ et arrêter les restructurations et fermetures d'hôpitaux, de structure sociale ou médico-sociale. La mobilisation continue.